

AOO / Consultation n°2025-06

Accord-cadre de service passé en application du Code de la commande publique

*GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE ET LE CCAS DE SAINT-JACQUES DE LA
LANDE*

Fourniture, livraison et gestion de titres-restaurant
dématérialisés

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C)

Remise des offres

Date limite de réception : **22 avril 2025 à 12 :00**

Ville de Saint Jacques de la Lande
1 rue François Mitterrand
35136 Saint-Jacques de la Lande
Tél : 02.99.29.75.30

SOMMAIRE

1. OBJET ET DUREE DU MARCHE	3
1.1 OBJET DU MARCHE	3
1.2 FORME DU MARCHE	3
1.3 DELAI	3
1.4 NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
2. ORGANISATION DE LA CONSULTATION	4
2.1 PROCEDURE DE CONSULTATION	4
2.2 VARIANTES	4
2.3 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	4
2.4 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	4
2.5 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.6 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
2.7 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
3.1 ELEMENTS NECESSAIRES A LA SELECTION DES CANDIDATURES	5
<u>3.1.2.1 Les pièces administratives</u>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<u>3.1.2.2 Les pièces techniques :</u>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<u>3.1.1 Analyse des candidatures :</u>	6
3.2 ELEMENTS NECESSAIRES AU CHOIX DE L'OFFRE	6
3.3 CERTIFICAT ELECTRONIQUE ET SIGNATURE ELECTRONIQUE	7
4. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
4.1 DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS	9
5. JUGEMENT DES OFFRES	10
6. REGULARISATION DES OFFRES	11
7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
8. PROCEDURES DE RECOURS	11

1. Objet et durée du marché

1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet, la fourniture, la livraison et la gestion de titres-restaurant dématérialisés sur carte rechargeable mensuellement pour le groupement de commande constitué entre la Ville de Saint-Jacques de la Lande et son Centre Communal d'Action Sociale.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)

Le présent accord-cadre à bons de commande est non alloti, la dévolution risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Le marché pourra être modifié conformément aux articles L.2194-1 et 2 du code de la commande publique.

1.2 Forme du marché

Le présent accord-cadre est mono-attributaire à bons de commandes au sens des articles R.2162-2 et R.2162-13 et 14 du Code de la commande publique fixé en valeur, sans montant minimum annuel avec un montant maximum annuel de 400 000 € HT.

Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

1.3 Délai

La durée initiale de l'accord-cadre à bons de commande est de 12 mois à compter de la date de début d'exécution prévue par l'accord-cadre, le 1^{er} octobre 2025 ou à la date de notification lorsque celle-ci est postérieure.

L'accord-cadre à bons de commande pourra être reconduit 3 fois. Toutes les périodes de reconduction auront la même durée que celle de la période initiale.

La reconduction sera tacite.

Le titulaire ou le groupement d'entreprises ne peut refuser la reconduction.

En cas de reconduction, les caractéristiques essentielles du marché resteront inchangées.

Si la Ville décide de ne pas reconduire le marché, le prestataire sera averti au plus tard deux mois avant la date d'échéance du marché.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché.

1.4 Nomenclature communautaire

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
66133000-1	Services de traitement d'opérations et services de compensation.

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de consultation

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des L 2124-2 et R 2124-1, du Code de la commande publique. Elle est soumise aux dispositions des articles R 2124-2 et R 2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

2.2 Variantes

La présentation de variante n'est pas autorisée

2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent accord-cadre ne comporte pas de PSE.

2.4 Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **4** mois à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

2.6 Forme juridique de l'attributaire

Le marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées.

Conformément à l'article R. 2142-22 du code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur n'exige pas pour l'exécution du marché, objet de la présente consultation, qu'un groupement d'opérateurs économiques adopte une forme juridique déterminée.

Un groupement d'opérateurs économiques ne peut être constitué qu'au stade de la remise des candidatures et des offres.

Conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- o en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- o en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les opérateurs économiques sont informés que le marché sera conclu, soit avec des opérateurs économiques individuels, soit avec des groupements d'opérateurs économiques.

Quelle que soit la forme de groupement, conjoint ou solidaire, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'Acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, en application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique.

Toute notification d'une décision ou communication du Pouvoir adjudicateur est adressée au mandataire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

2.7 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- L'Acte d'Engagement et son annexe ;

2.8 Modalités de retrait du dossier de consultation

Les candidats devront télécharger le dossier gratuitement sur la plateforme de dématérialisation Mégalis à l'adresse suivante :

<https://megalis.bretagne.bzh>

Dans le champ « Référence »

Indiquez le numéro de la consultation : **C2025-06**

Le dossier n'est pas disponible sous format papier, le retrait devra se faire exclusivement sur la plateforme Mégalis.

Le candidat est fortement invité à renseigner lors du téléchargement du dossier de consultation, une adresse courriel électronique permettant de bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les demandes de précisions, les modifications du DCE, le report de délais...

Le service Achat Public (Tel : 02.99.29.75.45) de la Ville est à votre disposition pour vous accompagner lors du retrait du dossier de consultation, lors du dépôt votre candidature, et vérifier avec vous les éléments de candidature.

3. Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

3.1 Eléments nécessaires à la sélection des candidatures

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants) ;	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser **les formulaires DC1** (lettre de candidature) **et DC2** (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

La sous-traitance est interdite lors de la passation du marché au vu de l'objet du marché réservé à une entreprise adaptée.

3.1.1 Analyse des candidatures :

Le jugement des candidatures sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2141-1 à L 2142-1 et R 2142-1 à R 2144-9 du Code de la commande publique.

Les modalités de vérification des conditions de participation se feront dans les conditions prévues à l'article R.2161-4 du Code de la Commande publique.

Aussi, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Les candidatures seront examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières. Les candidatures qui ne satisfont pas à ces niveaux de capacité seront éliminées.

Conformément à l'article R.2161-4 l'acheteur pourra examiner les offres avant les candidatures.

3.2 Eléments nécessaires au choix de l'offre

Le candidat précisera la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un sous-dossier « offre » :

- ✓ **L'acte d'engagement** complété ;
- ✓ **Le cadre de réponse dument complété**, dans le cas où le soumissionnaire répondrait à l'aide son propre mémoire technique, il devra impérativement indiquer dans le cadre de réponse à quelles pages de son mémoire technique il se réfère ;

Il est rappelé que le cahier des clauses particulières (CCP) n'est pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi même en cas d'une mise au point du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur conseille vivement au soumissionnaire de préciser les éléments confidentiels de son offre couverts par le secret des affaires et à justifier par note détaillée écrite les motifs de couverture de ces éléments. Cette démarche facilitera le respect du secret des affaires par le pouvoir adjudicateur, le cas échéant.

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les opérateurs économiques sont autorisés à remettre, dans le pli contenant leur candidature et leur offre, les pièces justifiant qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner prévu à l'article R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

3.3 Certificat électronique et signature électronique

Les candidats sont informés que les pièces du marché seront exclusivement signées électroniquement. Conformément aux dispositions de l'article R.2182-3 du Code de la commande publique, pour toute procédure passée en application du Code de la commande publique, la signature électronique du marché public intervient à l'achèvement de la procédure. Toutefois, le candidat qui le souhaite peut signer sa proposition dès la remise de son offre.

Le candidat retenu (et ses éventuels sous-traitants) s'engage à s'équiper d'un certificat électronique et à signer électroniquement, au plus tard lors de l'attribution, les pièces contractuelles.

PRECISION : un document signé manuellement puis scanné n'a aucune valeur légale. Les entreprises doivent donc faire l'acquisition de certificat de signature électronique auprès d'un organisme habilité appelé autorité de certification.


L'acte d'engagement signé électroniquement par le candidat retenu doit l'être individuellement, au moyen d'un certificat de signature électronique, procédé d'identification fiable garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache. Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité d'engager le candidat dans le cadre de la consultation. Le certificat doit être valide lors de la signature.

Catégories de certificats électroniques :

Les catégories de certificats de signature à utiliser pour signer électroniquement doivent appartenir à l'une des catégories suivantes (cf. article 2.I de l'arrêté du 15 juin 2012) :

- certificats de signature référencés PRIS V1
- certificats européens désignés par la commission européenne
- certificats délivrés par des autorités de certification française ou étrangère, répondant à des normes équivalentes au Référentiel Général de Sécurité (R.G.S.)

Sont autorisés tous les certificats de niveau** (2) minimum conformes au RGS, ou garantissant un niveau équivalent de sécurité.

 **L'obtention d'un certificat électronique étant soumise à un délai variable il est impératif que le candidat en anticipe l'acquisition ou le renouvellement le cas échéant.**

Formats de signature

Les formats de signature suivant sont acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

Le format PAdES est fortement recommandé pour des raisons d'interopérabilité avec nos outils informatiques administratifs.

RECOMMANDATION IMPORTANTE

Pour la signature électronique, il est fortement conseillé au candidat retenu :

- d'utiliser un certificat référencé dans la liste approuvée par le ministère chargé de la réforme de l'Etat et par la commission Européenne,
- d'utiliser l'outil de signature proposé par la salle régionale de dématérialisation des marchés publics « Megalis Bretagne ».

Dans ces conditions la signature apposée bénéficiera d'une présomption de conformité.

Dans le cas contraire, il reviendra au candidat d'apporter au pouvoir adjudicateur les preuves de cette conformité.

Un tutoriel vous expliquant comment signer électroniquement au format PAdES est disponible à l'adresse suivante :

<https://services.megalis.bretagne.bzh/tutoriel/signer-electroniquement-un-document-de-marche-via-mon-assistant-marches-publics/>

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

4. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La remise des candidatures et des offres est obligatoirement sous forme dématérialisée.

Le dépôt des plis électroniques s'effectue sur la plateforme des marchés Megalis Bretagne et donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception. Seule l'heure de fin de réception de la réponse électronique compte. L'heure limite retenue par la réception des plis correspondra au dernier octet reçu.

Il faut donc prendre en considération le temps de l'envoi de la réponse électronique. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Si une nouvelle offre est déposée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente qui ne sera pas ouverte. Le candidat en sera avisé.

L'accusé de réception est transmis sur l'adresse mail ayant servi à la création du compte entreprise créé pour l'utilisation de la plateforme Megalis. Cette adresse mail sera utilisée pour l'ensemble des échanges pouvant intervenir au cours de la consultation.

L'entreprise pourra déclarer une autre adresse mail en adressant un mail au service achat : magali.collier@st-jacques.fr.

CONSEIL AUX CANDIDATS :

L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. La collectivité encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- ...à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur la plateforme Megalis)
- ...en cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation
- ...à contacter le support technique de la plateforme pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés : le n° d'accès est : **02 23 48 04 54**

4.1 Date limite de remise des plis

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le :

22 avril 2025 à 12h00

Les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

COPIE DE SAUVEGARDE

Une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, clé USB) peut être adressée dans ce même délai.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde** », **le nom de la consultation sur l'enveloppe et** à adresser à Mairie de Saint-Jacques de la Lande, Service Achat Public 1 rue François Mitterrand 35136 Saint-Jacques de la Lande.

Lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur, sont réputés n'avoir jamais été reçus et le candidat concerné en est informé dans les conditions de l'article R2132-11 du Code de la commande publique.

Lorsqu'ils sont accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

Lorsque le pli a été déposé par voie électronique sur la plateforme Mégalis, mais n'est pas parvenu au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des plis ou bien n'a pas pu être ouvert par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

5. Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

L'acheteur choisira l'attributaire du marché sur la base des critères de sélections suivants pondérés :

Intitulé des critères et sous-critères	Pondération
Critère n°1 : Valeur technique de l'offre	70/100
Sous-critère n°1 : Modalités de commande et interface avec le logiciel SIRH de la société CIRIL	15/100
Sous-critère n°2 : Désignation d'un interlocuteur dédié et modalités d'échanges et les relations clients Ce critère sera apprécié autour des moyens humains, formations, calendrier, phasage, gestion des incidents dont SAV (perte, vol, réclamations), facturation	15/100
Sous-critère n°3 : prestations associées	10/100
Sous-critère n°4 : Modalités de livraison et de fournitures des titres	10/100
Sous-critère n°5 : Modalités de lutte anti-fraude et protection des données personnelles	10/100
Sous-critère n°6 : Ergonomie et performance de l'application mobile de la carte	5/100
Sous-critère n°7 : Etendue du réseau des partenaires : Saint-Jacques de la Lande et hors Saint-Jacques de la Lande	5/100
Critère n° 2 : Prix	20/100
Critère n° 3 : Mesures prises en matière de protection de l'environnement	10/100

NB : Les informations demandées figurant sur un autre support que le mémoire technique ou pièces contractuelles, notamment plaquette commerciale, ne pourront être prises en compte lors de l'analyse des offres.

UNE NOTE TOTALE PRENANT EN COMPTE LA VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE ET LE PRIX SERA ATTRIBUEE A CHAQUE CANDIDAT SUR 100 POINTS.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique soient obtenus. :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254.2 à D. 8254-5 du code du travail
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent

6. Régularisation des offres

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

Le pouvoir adjudicateur dispose de la faculté de solliciter des précisions auprès de candidats dont le dossier d'offre nécessiterait à ses yeux des éclaircissements. Les demandes de précisions seront effectuées exclusivement à partir de la plateforme Mégalis, auprès des candidats concernés. Ces candidats répondront obligatoirement via cette plateforme.

Conformément aux articles R2151-1 à 2 du Code de la commande publique, les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse et que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

7. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalisbretagne.org>

Seules les demandes adressées au moins 10 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse commune aux questions posées lors de la consultation sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8. Procédures de recours

Concernant la présente consultation, les éléments relatifs aux procédures de recours sont les suivants :

Instance chargée des procédures de recours : Greffe du tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, 35044 Rennes Cedex, tél. : 02-23-21-28-28, courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr, télécopieur : 02-99-63-56-84.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, 35044 Rennes Cedex, tél : 02-23-21-28-28, courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr, télécopieur : 02-99-63-56-84.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-

7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.